

R4 : Soutien à la classe travailleuse ukrainienne dans son combat pour une Ukraine sociale et indépendante !

Résolution à l'attention de l'Assemblée annuelle de la JS Suisse des 17 et 18 février 2024 à Berne-Bümpliz

Signataires : Groupe de travail International de la JS Suisse

Dans quelques jours, cela fera deux ans que la guerre d'invasion générale de la Russie contre l'Ukraine aura commencé, et 10 ans depuis le début du conflit pour l'invasion de la Crimée. La guerre comprend, outre les combats sur le front, des bombardements d'infrastructures civiles et centrales pour l'approvisionnement en Ukraine. Sans soutien extérieur, l'État ukrainien ne serait pas en mesure d'assurer, en plus de la défense, des réparations et un approvisionnement aussi stable que possible. Pour cette raison, le gouvernement est contraint de contracter des dettes en devises étrangères. Additionnées aux dettes entraînées par la libéralisation du pays au cours des dernières décennies, cela place l'Ukraine dans une situation précaire et de dépendance croissante.

Grâce à la campagne d'organisation ukrainiennes et internationales, une partie des intérêts pour les dettes contractées avant 2022 ont pu être gelés et des crédits de long terme à taux d'intérêt réduit accordés. Ce n'est cependant qu'une mesure temporaire qui laisse perdurer une importante dépendance par la dette. Il n'est pas acceptable que l'État ukrainien soit contraint à l'austérité par le capital international et ses institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque centrale européenne (BCE), aussi bien pendant qu'après la guerre.

Un exemple connu d'une telle austérité sont les conséquences de la crise financière de 2008 pour la Grèce, qui avait dû demander des crédits à hauteur de plusieurs centaines de milliards d'euros. Ceux-ci avaient été accordés à travers la Troïka et conditionnés à des mesures d'austérité telles que des économies radicales sur les dépenses étatiques ou une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée, pesant de manière disproportionnée sur la population travailleuse. Ces mesures ont impacté la vie des travailleuse·eurs grec·ques comme une thérapie de choc économique en faisant chuter leur qualité de vie, avec des conséquences encore subies aujourd'hui. Une telle situation ne doit pas se reproduire en Ukraine !

Il est urgent de soutenir l'Ukraine et de penser plus avant à la situation de guerre actuelle. En collaboration avec les forces impérialistes et de droite, les capitalistes tenteront encore après l'invasion de maximiser l'exploitation des ukrainien·nes à travers le capital national et international. Les travailleuse·eurs ukrainien·nes doivent pouvoir s'opposer à cela et le combat syndical et socialiste doit être renforcé dans les circonstances actuelles afin que la classe travailleuse ukrainienne puisse se défendre.

Afin de soutenir cette lutte, la gauche internationale doit notamment rejoindre la requête de soutien économique de l'organisation démocratique-socialiste *Sotsialnyi Rukh* et ses allié·es. Les pays « occidentaux » du centre impérialiste portent une responsabilité pour avoir tiré profit des nouveaux débouchés en Europe de l'Est depuis les années 90 et d'avoir amassé une fortune par le biais de ces nouvelles possibilités d'exploitation. Les travailleuse·eurs qui ont produit cet argent doivent pouvoir en disposer.

Nous, la JS Suisse, nous joignons à l'appel des organisations de gauche d'Europe de l'Est et du Nord¹ et demandons en conséquence :

¹ <https://partiarazem.pl/stanowiska/2022/03/08/left-solidarity-with-ukraine>

- l'intervention de la Suisse au FMI et à l'échelle internationale en faveur d'un soutien économique sans intérêts à l'Ukraine ;
- le retrait immédiat d'Ukraine de toutes les troupes russes ;
- la poursuite de la recherche, du gel et de l'expropriation de l'argent des oligarques russes en faveur de la reconstruction de l'Ukraine ;
- le rachat des dettes de l'Ukraine par la BCE ;
- l'augmentation de l'imposition internationale des sociétés et des grandes fortunes au profit des pays de la périphérie dans le monde entier.

Position du comité directeur : accepter